

vieillesse ont monté de près de 20 p. 100 principalement à cause de l'augmentation des paiements mensuels, qui sont passés de \$55 à \$65 en février 1962. L'augmentation a été en grande partie contrebalancée par une diminution de plus de 17 p. 100 des prestations d'assurance-chômage, indice de l'amélioration de la situation de l'emploi. Les transferts provinciaux aux hôpitaux en vertu de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques avaient augmenté de près de 10 p. 100. Les subventions de l'État se sont accrues d'environ 18 p. 100, par suite notamment de la perte subie par l'Office de stabilisation des prix agricoles.

En 1962, les éléments de revenu de tous les échelons de gouvernement ont accusé des augmentations sur l'année précédente. Les recettes fédérales d'impôt indirect ont grossi de près de 10 p. 100, reflétant en partie l'imposition des surtaxes temporaires annoncées en juin 1962 et l'augmentation de la valeur des importations entre les deux années. Les impôts indirects, à l'échelon provincial-municipal, ont grossi de plus de 13 p. 100, y compris l'accroissement du produit de la taxe de vente provinciale (qui a augmenté de plus de 60 p. 100 due surtout à l'imposition d'une taxe de vente en Ontario en septembre 1961), du produit des taxes provinciales sur l'essence (qui a augmenté de plus de 7 p. 100) et du produit de la taxe foncière des municipalités (qui a augmenté d'environ 8 p. 100).

Dans les cas où les dépenses publiques réunies ont augmenté sensiblement, l'accroissement du revenu a été encore plus considérable de sorte que le déficit, au point de vue des comptes nationaux, a baissé de façon appréciable, soit de 905 millions en 1961 à 770 millions en 1962.

Flux de revenus

En 1962, le revenu de la main-d'œuvre a atteint le total estimatif de 20,359 millions, soit près de 7 p. 100 de plus qu'en 1961, indice d'une augmentation de l'emploi et d'un nouvel accroissement des taux de rémunération. Le revenu de la main-d'œuvre a augmenté très rapidement au début de l'année. Comme c'est le cas depuis un certain temps, les avances les plus prononcées du revenu de la main-d'œuvre parmi les principales industries se sont produites dans le groupe des services non gouvernementaux (près de 11 p. 100); la plus forte avance suivante a été observée dans le secteur de la construction (plus de 8 p. 100).

En 1962, plus de 42 p. 100 des salaires et traitements ont été versés par les industries de biens, et le reste, par les industries de services, contrairement à ce qui s'est passé au début de la période de l'après-guerre, où l'apport respectif des deux secteurs au total était presque égal. Ce changement révèle que les traitements et salaires ont tendance à augmenter plus rapidement dans les industries de services que dans les industries productrices de biens.

Évalués à 3,254 millions, les bénéfices des sociétés (avant l'impôt et les dividendes versés à l'étranger) se sont maintenus à des sommets sans précédent en 1962. Durant les trois premiers trimestres de l'année, les bénéfices ont eu tendance à se stabiliser au sommet atteint en 1961, mais ils ont accusé une avance durant le quatrième trimestre; pour l'ensemble de l'année ils ont augmenté de 10.5 p. 100. Toutes les industries ont manifesté de la vigueur, sauf le commerce de gros, les finances, les assurances et l'immeuble. La fabrication a réalisé des avances notables, particulièrement les industries de métaux (y compris le matériel de transport), les mines, carrières et puits de pétrole, et le commerce de détail.

Les loyers, les intérêts et les revenus divers de placement ont augmenté d'environ 5 p. 100 en 1962. Tous les éléments ont accusé des avances, sauf les loyers nets domiciliaires non agricoles (versés et imputés) qui, estime-t-on, ont reculé à mesure que le taux